



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique budgétaire

Question au Gouvernement n° 1880

Texte de la question

POLITIQUES FISCALE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Jean-Marie Le Guen, pour le groupe socialiste.

M. Jean-Marie Le Guen. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Un terme semble aujourd'hui faire l'unanimité pour caractériser votre politique, monsieur le Premier ministre ; il revient dans plusieurs bouches et sous nombre de plumes. Ce mot, c'est l'arnaque ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Vives protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) C'est le terme repris par les commentateurs pour analyser votre politique. (*Mêmes mouvements.*)

M. Bernard Accoyer. Trotskiste !

M. Jean-Marie Le Guen. C'est d'abord l'arnaque au droit du travail, celle qu'ont dénoncée les salariés ce week-end, alors même que vous démantelez les 35 heures. (*Huées et claquements de pupitres sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. Arrêtez, mes chers collègues !

M. Jean-Marie Le Guen. Vous leur proposez en réalité de racheter à bas prix leurs congés payés. L'arnaque, c'est le titre de *L'Express* cette semaine pour évoquer votre politique fiscale. (*Exclamations et huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. Calmez-vous !

M. Jean-Marie Le Guen. Car la baisse des impôts que vous annoncez ne concerne qu'une minorité de Français, les plus riches, alors que vous augmentez les cotisations sociales pour la majorité de nos concitoyens. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

C'est encore le cas de la protection sociale : vous avez proposé aux Français une journée de solidarité pour la dépendance, mais, en réalité, les 2 milliards qui seront récoltés vont servir essentiellement à combler les dépenses de l'État, qui n'a plus les moyens de prendre ses responsabilités parce que vous avez baissé les impôts des plus riches.

Monsieur le Premier ministre, vous n'avez malheureusement pas le talent de Paul Newman (*Exclamations sur les mêmes bancs*)...

M. le président. Posez votre question, monsieur Le Guen !

M. Jean-Marie Le Guen. ...et nous avons toutes les raisons de craindre que ce film ne se termine mal.

Ma question est simple : quand allez-vous cesser de mettre en oeuvre cette surenchère libérale qui inquiète les Français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, porte-parole du Gouvernement.

M. Jean-François Copé, *ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, porte-parole du Gouvernement.* Ce qui est bien avec vous, monsieur Le Guen, c'est que vous ne nous décevez jamais ! (*Rires sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Fidèle à votre don de la caricature, vous trouvez toujours les mots pour déformer la vérité. C'est une manière de faire oublier tout ce que vous avez fait en la matière.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Pour notre part, nous avons engagé la réforme des retraites, la réforme de la protection sociale, la réforme de la dépendance *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains)*, la réforme de l'État et la réforme de la cohésion sociale. Or, à tous ces rendez-vous, vous étiez aux abonnés absents ! *(Mêmes mouvements.)*

Par ailleurs, vous êtes très bavards sur la question des impôts. Vous trouvez sans doute qu'on ne les baisse pas assez !

M. Bruno Le Roux. Arnaque !

M. le président. Taisez-vous, monsieur Le Roux !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. Je me suis amusé à faire quelques comparaisons. En deux ans et demi, nous avons baissé les impôts de 14 milliards d'euros. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)* Durant les deux premières années de son mandat, le gouvernement Jospin avait augmenté les impôts de 10 milliards d'euros ! *(" C'est vrai ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)* Monsieur Le Guen, la vérité est simple : la grande différence entre la droite et la gauche dans le domaine des finances publiques, c'est que la gauche, lorsqu'elle est au pouvoir, augmente les dépenses et les impôts, alors que la droite, elle, engage les réformes, gère le pays et baisse les impôts afin de favoriser une dynamique de croissance. Et, comme l'a rappelé Hervé Gaymard, nous allons continuer à baisser les impôts et à aller chercher la croissance avec les dents, au service de la reprise de l'emploi, de la croissance et des Français. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marie Le Guen](#)

Circonscription : Paris (9^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1880

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 février 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 février 2005